



Attestation d'examen pratique

Nous soussignés FCA, organisme d'audit agréé en application de l'article 26-3 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1991 modifié, attestons que :

Baptiste TEILLET

A réalisé un examen pratique le :

13/12/2025

Cet examen pratique, portant sur un contrôle technique réalisé dans des conditions identiques à celles d'un contrôle technique périodique, sans toutefois que le procès verbal établi à l'issue de ce contrôle ne soit validé, à un résultat **favorable**.

Fait pour valoir ce que de droit.

Le 13/12/2025

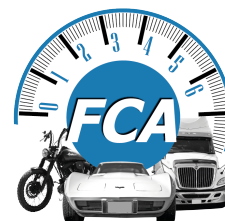
Frédéric Lafay

Auditeur technique

Frédéric Lafay

Rapport d'évaluation et d'examen pratique pour le contrôle de Véhicules Légers

En application des dispositions prévues par l'arrêté du 18 juin 1991 modifié



NOM DU CONTROLEUR	Baptiste TEILLET
NUMERO AGREMENT CONTROLEUR	044Z1283 <i>Baptiste Teillet</i>
CENTRE DE RATTACHEMENT DU CONTROLEUR	CTA GRAND LIEU SAS 14 rue Jules Verne 44310 - ST PHILBERT DE GRAND LIEU
NUMERO D'AGREMENT DU CENTRE DE RATTACHEMENT	S044Z342
DATE DE L'AUDIT CONTROLEUR	13/12/2025
AUDITEUR TECHNIQUE	Frédéric Lafay <i>Frederic Lafay</i>

VÉHICULE SUPERVISÉ

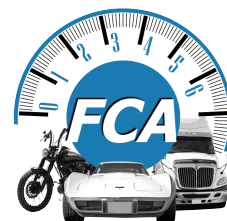
N° d'immatriculation du véhicule : CP111MH

Catégorie de véhicule : M1

Date de mise en circulation : 04/01/2013

Energie : ES

Rapport d'évaluation et d'examen pratique pour le contrôle de Véhicules Légers



Contrôleur : Baptiste TEILLET

EVALUATION DES CONNAISSANCES

QUESTION	REPONSE CONTROLEUR	EVALUATION
Un véhicule est équipé de pneu de structure run flat à l'AV et structure radiale à l'AR, quelle défaillance doit-on relever ?	5.2.3.C.2	Juste
Un véhicule est présenté avec des pneus portant le marquage POR, sans l'étiquette spécifiant la valeur de la vitesse à respecter, quelle défaillance doit-on relever ?	5.2.3.a.2	Juste
Une déformation importante du renfort de pare choc arrière est constatée, quelle défaillance doit-on relever ?	6.1.4.a.2	Juste
Un véhicule VASP handicap à usage public avec MEC 02/03/2021, est présenté sans attestation d'aménagement, quelle défaillance doit-on relever ?	0.6.1.a.1	Juste
Le contrôleur constate une corrosion perforante sur un berceau, quelle défaillance doit-on relever ?	6..1.1.f.3	Juste

CONCLUSION DU RAPPORT

Nombre de non conformité mineure (NC)	0	Nombre de non conformité critique (NCC)	0
---------------------------------------	---	---	---

Commentaires

Examen pratique, quota non atteint. (22 CTP 2025)
Bonne maîtrise de la méthodologie.

DECISION : FAVORABLE

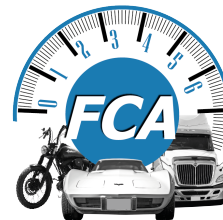
Règle de validation de l'évaluation technique : 1 NCC ou 5 NC = avis défavorable - Règle de validation de l'évaluation des connaissances : 2 Faux = avis défavorable

NCC = non-respect d'une exigence réglementaire ou écart influant sur le résultat d'un contrôle technique périodique ou d'une contre-visite

NC = non-respect d'une exigence réglementaire ou écart n'influant pas sur le résultat d'un contrôle technique périodique ou d'une contre-visite

Rapport d'évaluation et d'examen pratique pour le contrôle de Véhicules Légers

Contrôleur : Baptiste TEILLET

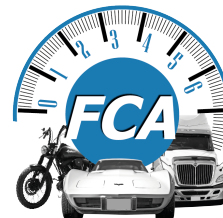


RELEVÉ DES OBSERVATIONS

1 SUPERVISION D'UN CONTRÔLE TECHNIQUE		
GÉNÉRALITÉS		CONFORME
Préparation		CONFORME
SUIVI DU CONTRÔLE TECHNIQUE :	Fonction 0 - Identification du véhicule	CONFORME
	Fonction 1 - Équipements de freinage	CONFORME
	Fonction 2 - Direction	CONFORME
	Fonction 3 - Visibilité	CONFORME
	Fonction 4 - Feux, dispositifs réfléchissants et équipements électriques	CONFORME
	Fonction 5 - Essieux, roues, pneus, suspensions	CONFORME
	Fonction 6 - Châssis et accessoires du châssis	CONFORME
	Fonction 7 - Autres matériels	CONFORME
	Fonction 8 - Nuisances	CONFORME
	Fonction 10 - Véhicules de dépannage	
	Fonction 11 - Véhicules de transport sanitaire	
	Fonction 12 - Véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile	
	Fonction 13 - Taxis et voitures de transport avec chauffeur	

Rapport d'évaluation et d'examen pratique pour le contrôle de Véhicules Légers

Contrôleur : Baptiste TEILLET



RELEVÉ DES OBSERVATIONS

1 SUPERVISION D'UN CONTRÔLE TECHNIQUE		
MODALITES FINALES		CONFORME

L'équipe d'audit et la direction de l'organisme d'audit s'engagent à ne pas divulguer le contenu des preuves d'audit, toute autre information obtenue lors de l'audit ou le rapport d'audit, à toute autre partie sans l'accord explicite du commanditaire de l'audit.